

SPENCE, J.E. (dir.). *Change in South Africa*. New York, The Royal Institute of International Affairs, Council on Foreign Relations Press, 1994, 114p.

Bandeja Yamba

Volume 27, numéro 1, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703577ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703577ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Yamba, B. (1996). Compte rendu de [SPENCE, J.E. (dir.). *Change in South Africa*. New York, The Royal Institute of International Affairs, Council on Foreign Relations Press, 1994, 114p.] *Études internationales*, 27(1), 205–207.
<https://doi.org/10.7202/703577ar>

caractéristiques souvent ignorées et sous-analysées de la problématique et du management de la pauvreté en Afrique. L'analyse de la gestion de la pauvreté a permis aussi de mieux cerner le rôle régulateur de l'informel comme l'a montré l'exemple du Niger dans le texte de Jean Claude Vereze et un certain effritement de l'institutionnel au Bénin dans l'analyse de Sindzingre Alice. Cet effritement est marqué entre autres par «la fragmentation de l'administration publique ne fonctionnant que suivant des projets de bailleurs de fonds multiples et parfois désarticulés, la rencontre du retrait de l'État avec le contexte d'une nouvelle culture administrativo-urbaine» p.175.

La troisième partie de l'ouvrage regroupe trois textes qui ont mis l'accent sur différentes tentatives visant à réduire l'incertitude et l'instabilité. Ces tentatives visent une gestion plus efficiente des organisations, une meilleure connaissance de l'informel et une coordination plus accrue de la gestion des risques. L'institutionnel et l'informel ne sont plus perçus comme incompatibles, mais complémentaires et adaptés à un contexte spécifique.

L'ensemble des analyses a bien montré les liens complémentaires et nécessaires entre les décisions macro et micro-économiques. Cette perception apparaît très bien dans l'analyse de Denis Requier-Desjardins sur la question de la sécurité alimentaire sur le continent africain. L'auteur a mis l'accent sur la complexité et les règles organisationnelles précises permettant aux ménages de faire des choix alimentaires qui les protègent des instabilités.

La prévention et la gestion de l'instabilité, c'est aussi la maîtrise de la capacité d'adaptation qui englobe également la notion des droits de l'homme. À cet effet, le texte de Stefan Collignon est très pertinent et indique clairement que «si le pouvoir règne arbitrairement, si l'intégrité juridique des personnes n'est pas garantie, ou si les droits de propriété ne sont pas clairement définis, l'instabilité systémique suit tôt ou tard» p. 246.

Cet ouvrage est agréable à lire. Il est aussi utile à ceux qui s'intéressent à la notion d'instabilité et d'incertitude en Afrique. Cette notion n'est plus réductrice, (économique et politique), mais globale avec ses éléments juridiques et sociologiques. À cet égard, l'ajout de la notion des droits de la personne aux conditions de sécurité économique en Afrique est essentielle et contraste avec les idées reçues des années soixante-dix.

Michel HOUNDJAHOUÉ

ENA, Cotonou et Montréal

Change in South Africa.

SPENCE, J.E. (dir.). *New York, The Royal Institute of International Affairs, Council on Foreign Relations Press, 1994, 114p.*

L'ouvrage recensé rassemble six études réalisées à la demande du professeur J. E. Spence, directeur des études au Royal Institute of International Affairs. C'est un ouvrage écrit dans une période très mouvementée, celle qui a précédé la tenue des élections historiques du 27 avril 1994. L'intention véritable des auteurs est de contribuer à la compréhension des changements intervenus en Afrique du Sud et de proposer des solutions aux nou-

veaux problèmes créés par la restructuration de la société. C'est dire à la fois la richesse du contenu autant que son éclatement. Cinq chapitres individuels scandent l'analyse.

En ouverture, une introduction de J.E. Spence présente le contexte historique qui a mené aux premières élections du 27 avril 1994 basées sur le suffrage universel et la représentation proportionnelle. L'urbanisation croissante des Noirs, la crise économique, le chômage, la contestation qui se développe à partir de 1976, et qui s'amplifie après 1984, les sanctions internationales et l'isolement accru de la République sud-africaine, la montée de l'extrême-droite, le désengagement soviétique de l'Afrique australe et l'indépendance de la Namibie, sont analysés comme étant des facteurs qui expliquent le changement d'orientation des gouvernements blancs d'Afrique du Sud.

Le deuxième chapitre, «Negotiating a Democratic Constitution» de David Welsh, montre avec de précieux détails comment l'apartheid était devenu un système irréformable qui menait à une impasse absolue; la reconnaissance mutuelle par les parties antagonistes que le conflit ne pouvait continuer qu'à un coût inacceptable. Welsh retrace aussi le difficile processus de négociations qui a conduit à l'élaboration d'une constitution basée sur le principe de partage de pouvoir, véritable résultat d'un compromis entre le Parti National de F.W. de Klerk, du Congrès National Africain de Nelson Mandela, de l>Inkhata de M. Buthelezi et de l'Alliance de la Liberté. Compromis puisque: «Constitutions that are observed and last for long time are those that reduce the

stakes of political battles. Pretenders to office can expected to reach it; losers can expect to come back» (p. 34).

Le troisième chapitre, «South Africa's Defense and Security Forces: the next decade» de William Gutteridge, réfléchit aux questions relatives aux forces de sécurité et de défense devant assurer l'ordre dans le pays en permettant aux parties de négocier la nouvelle constitution par des moyens pacifiques et, pour assurer l'ordre durant la période de transition. Comment les nouvelles forces doivent-elles prévenir toute menace à l'intégrité territoriale, le contrôle des frontières et le contrôle de flux de réfugiés et des immigrants en provenance des pays voisins, les menaces de trafic de la drogue et le sida sont envisagés par Gutteridge. La composition de l'armée (l'équilibre ethnique et racial avec ou sans un système de quota fixe) recrutée par conscription sélective ou sur une base volontaire, les relations entre l'armée et le nouveau gouvernement, la détermination délibérée de la rendre apolitique et imputable sont également analysées dans ce chapitre.

Le quatrième chapitre, «The South African Economy: Problems and Prospects» de Charles Simkins, traite des facteurs conjoncturels, structurels et politiques de la crise de l'économie sud-africaine. Pour sortir de cette crise, l'auteur propose des nouvelles solutions basées sur l'épargne et l'investissement, sur la politique monétaire et fiscale; la balance des paiements, l'emploi, les revenus; la nécessité pour un ajustement structurel, la propriété et le contrôle de l'entreprise privée, le rôle des institutions financières internationales.

Le cinquième chapitre, «Education in South Africa: Means and Ends» de Jakes Gerwel, est consacré aux aspects politiques et logistiques du processus de restructuration de l'éducation et l'esprit dans lequel celle-ci doit être faite : l'éducation comme un droit humain accessible à toutes les couches de la société ; l'investissement en éducation comme un impératif pour le développement social et économique ; l'éducation comme nécessité pour l'établissement et la consolidation d'un ordre politique démocratique sont des points abordés ; le débat sur le rôle et la part de responsabilité qui doit revenir à la fois au gouvernement et au secteur privé, sur les domaines de priorités : science, mathématique, technologie ne sont pas oubliées.

Le sixième chapitre, «Health provision in a future South Africa» de Michael Savage et de Olivier Shisana, examine l'ampleur de la tâche qui attend le gouvernement de transition pour répondre aux besoins en soins de santé de la population. Le débat sur la pertinence de confier le service de santé au Gouvernement en créant un système d'assurance-santé ou au secteur privé est engagé ; les options discutées se présentent comme suit : nationaliser le secteur privé, garder séparément le secteur privé du secteur public, mettre en place une administration centrale pour coordonner les deux secteurs, privé et public, etc.

L'ouvrage se termine sur l'énumération de quelques choix que le gouvernement de transition doit faire : s'occuper de nombreuses attentes concernant l'amélioration de la qualité de vie de la majorité noire en créant une

commission chargée de faire comprendre que les buts de la reconstruction ne peuvent être atteints du jour au lendemain ; la prudence dans la prise de décision pour éviter l'éclatement de la coalition gouvernementale ; éviter que se forment deux camps, l'un pour les gagnants et l'autre pour les perdants.

La seule critique sans rapport avec les textes qui sont présentés ici concerne l'oubli de certains thèmes qui sont aussi d'une importance capitale pour cette période de transition. Il s'agit des thèmes relatifs au logement, à la réforme des gouvernements locaux et à la réforme agraire.

Dans l'ensemble c'est un très bon livre, clairement écrit, destiné à un large public, qui renseigne sur les changements intervenus dans les domaines constitutionnel, de la défense, de la santé et de l'éducation et qui propose de nouvelles pistes de discussions pour une Afrique du Sud post-apartheid.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

AMÉRIQUE LATINE

The Cuban Revolution in Crisis. From Managing Socialism to Managing Survival.

FITZGERALD, Frank T. New York,
Monthly Review Press, 1994, 239p.

L'objectivité scientifique est incontestablement la qualité par excellence de toute critique de livre ; de ce fait et presque par définition, les ouvrages «engagés» exigent beaucoup d'effort de leurs évaluateurs. Ceci est clairement le cas pour cette étude con-